

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPIFRANCE REGIONS

Société anonyme au capital de 4 800 000 €
Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort CEDEX
319 997 466 R.C.S. Créteil

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du 21 mai 2025**I. – Bilan publiable de Bpifrance Régions**

(En euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées	1	82 178 653	100 410 412
Créances sur les établissements de crédit	2	161 545 259	492 787 047
Opérations avec la clientèle		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1	99 567 320	49 429 912
Actions et autres titres à revenu variable	1	379 038 234	77 721 872
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat		0	0
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Aides au financement de l'innovation		0	0
Autres actifs	3	25 311 112	28 749 134
Comptes de régularisation	4	687 006	698 925
Total de l'actif		748 327 584	749 797 302

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	5	219 093	0
Opérations avec la clientèle		0	0
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	6	149 828 495	132 317 546
Comptes de régularisation	7	36 980 913	33 645 674
Provisions		0	0
Dettes subordonnées		0	0
Fonds de garantie publics	8	407 893 291	432 389 183
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	9	100 848 380	105 661 242
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		0	0
Capitaux propres hors FRBG	10	52 557 412	45 783 657
- Capital souscrit		4 800 000	4 800 000
- Primes d'émission		612 417	612 417
- Réserves		40 360 000	34 800 000
- Report à nouveau		11 240	7 442
- Résultat de l'exercice		6 773 755	5 563 798
Total du passif		748 327 584	749 797 302

Hors bilan publiable de Bpifrance Régions

	Note	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
- Engagements de financement		0	0
- Engagements de garantie	11	1 258 634 336	1 298 088 367
- Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus			
- Engagements de financement		0	0
- Engagements de garantie		0	0
- Engagements sur titres		0	0

II. – Compte de résultat publiable de Bpifrance Régions

(En euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	12	11 305 270	11 810 050
Intérêts et charges assimilées		-14 616	-92 335
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)		0	0
Commissions (charges)		-3 003	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire		51 691	66 213
Autres charges d'exploitation bancaire		-24 871	-21 127
Produit net bancaire		11 314 471	11 762 801
Charges générales d'exploitation	13	-2 630 360	-2 523 749
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
Résultat brut d'exploitation		8 684 111	9 239 052
Coût du risque		0	0
Résultat d'exploitation		8 684 111	9 239 052
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		8 684 111	9 239 052
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	14	-1 910 356	-3 675 254
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		6 773 755	5 563 798

III. – Annexe aux comptes individuels publiables au 31 décembre 2024**Règles de présentation et d'évaluation**

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Présentation des comptes

Le compte de résultat distingue :

- L'activité défiscalisée des fonds de garantie gérés par Bpifrance Régions ;
- L'activité fiscalisée de Bpifrance Régions qui ne reprend ni les produits ni les charges des fonds de garantie. Le compte de résultat se compose de cinq soldes intermédiaires de gestion : le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Principes comptables retenus pour l'évaluation des titres**Titres de placement**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

Les différences entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement sont étalées sur la durée de vie résiduelle de ces titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêt des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe destinés à être détenus durablement, en principe jusqu'à l'échéance.

Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus. L'écart constaté entre ce prix et la valeur de remboursement est étalé actuariellement jusqu'à la date de remboursement. A la date d'arrêt comptable, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf éventuel risque de contrepartie.

Au cas où certains de ces titres viendraient à être cédés avant leur échéance pour un montant significatif, l'ensemble du portefeuille serait déclassé en titres de placement pour l'exercice en cours et les deux exercices suivants, sauf exceptions prévues par les textes.

Principes et méthodes comptables d'évaluation des opérations génératrices d'un risque de crédit**Principe de ventilation des encours**

En tant que partenaire des banques, Bpifrance Régions définit les critères de classement de ses engagements hors-bilan selon les informations en sa possession.

Les encours douteux correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions détient une information de défaut sur la contrepartie, notamment ceux déclarés en défaut par les banques partenaires. Une provision est calculée à partir des données statistiques d'évaluation de la perte avérée.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions est informé de la mise en jeu de sa garantie soit pour déchéance du terme soit en cas de survenance d'une procédure collective.

Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors-bilan donnés

L'établissement financier garanti assure la gestion du contentieux et fait jouer les garanties réelles ou personnelles qu'il a pu obtenir. Bpifrance Régions l'indemnise au terme de ce processus.

La provision au bilan correspond à la perte en capital ainsi que les intérêts contractuels couverts par la garantie octroyée par Bpifrance Régions. Le risque d'appel en garantie de Bpifrance Régions est provisionné pour chaque dossier douteux, dès lors qu'une déchéance du terme ou une procédure collective est prononcée. Bpifrance Régions utilise une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles fondée sur l'observation des sinistres indemnisés sur les exercices antérieurs, permettant ainsi de couvrir l'ensemble des dossiers douteux.

Méthode d'actualisation du provisionnement du risque de crédit avéré

Les pertes prévisionnelles ne sont pas actualisées en raison de leur faible montant et de l'absence d'information sur le profil de décaissements à venir pour les sinistres connus.

Fonds de garantie

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, les régions mettent à la disposition de Bpifrance Régions des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part. L'aide à l'innovation est réalisée par l'intermédiaire de Bpifrance. Les ressources accordées par les régions figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes, charges et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés par ces activités d'intérêt économique général sont :

- au passif, les fonds de garantie (cf. note 8), les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 9) ;
- au hors-bilan, les garanties données (cf. note 11).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dette puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le groupe, ils sont présentés au passif du bilan dans la rubrique « Fonds de garantie publics ».

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance Régions des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est classé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « Ressources d'intervention à l'innovation ».

Ces passifs sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses, subventions décaissées).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 8.2 et 9.2 ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

Principe de rattachement des produits et des charges

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

Note 1. – Portefeuille titres

1.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2024

(En euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2023	100 410 412	49 429 912	78 187 455
Entrées (1)	0	49 200 000	301 952 906
Sorties	-16 500 000	0	-2 354
Amortissement des surcotes/décotes	-1 570 397	292 643	0
Variation des créances rattachées	-161 362	644 765	0
Montant brut au 31/12/2024	82 178 653	99 567 320	380 138 007
Dépréciations cumulées au 31/12/2024 (2)	0	0	-1 099 773
Montant net au 31/12/2024	82 178 653	99 567 320	379 038 234

(1) Au cours de l'exercice 2024, la trésorerie des fonds de garantie de Bpifrance Régions a été placée sur des fonds communs de placement.

(2) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024

(En euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	18 682 068	60 009 432	2 156 195	1 330 958	82 178 653
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 999 565	5 092 293	35 400 152	53 064 171	1 011 139	99 567 320
	4 999 565	23 774 361	95 409 584	55 220 366	2 342 097	181 745 973
	179 403 876					

1.2. – Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(En euros.)	31/12/2024					31/12/2023
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		Total
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés	
Placement	0	0	0	374 378 898	4 659 336	379 038 234
Investissement	82 178 653	99 567 320	0	0	0	181 745 973
Total	82 178 653	99 567 320 (*)		379 038 234		560 784 207

(*) Dont :

- Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : néant
- Titres émis par d'autres émetteurs : 99 567 321 euros.
- Titres subordonnés : néant.

Il n'y a pas de titres donnés en pension livrée au 31 décembre 2024.

1.3. – Transferts entre portefeuilles et cession de titres d'investissement avant échéance

Au cours de l'exercice, il n'y a eu ni transfert de titres entre portefeuilles, ni cession significative de titres d'investissement avant échéance.

1.4. – Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2024

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	380 138 007	389 084 937	8 946 930	-1 099 773	10 046 703
Titres d'investissement (*)	181 745 973	175 720 097	-6 025 876		

(*) Les titres du portefeuille d'investissement, principalement des OAT, participent à la gestion globale des positions de liquidité et de taux d'intérêt de l'Etablissement avec un objectif général de couverture des risques. Ils permettent notamment de satisfaire les besoins en titres résultant du processus de sécurisation des opérations interbancaires et des systèmes d'échange.

Le portefeuille se décompose en titres détenus sur fonds propres et titres détenus dans le cadre du placement de la trésorerie des fonds de garantie :

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Fonds propres					
Titres de placement	0	0	0	0	0
Titres d'investissement	65 153 719	63 565 240	-1 588 479		

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Fonds de garantie					
Titres de placement	380 138 007	389 084 937	8 946 930	-1 099 773	10 046 703
Titres d'investissement	116 592 254	112 154 857	-4 437 397		

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue (*)	161 545 259	492 787 047
Total	161 545 259	492 787 047

(*) Au cours de l'exercice 2024, la trésorerie des fonds de garantie de Bpifrance Régions a été placée sur des fonds communs de placement.

Note 3. – Autres actifs

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Régions - Dotations à recevoir sur fonds de garantie	23 483 672	27 773 712
Fonds de garantie des dépôts	42 875	42 875
Créances fiscales	1 784 565	932 547
Total	25 311 112	28 749 134

Note 4. – Comptes de régularisation - Actif

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions à recevoir :		
- sur fonds propres	7 006	18 378
- sur fonds de garantie	7 006	18 378
Débiteurs divers	0	4 061
Frais de gestion à recevoir	672 994	658 108
Total	687 006	698 925

Note 5. – Dettes envers les établissements de crédit

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	219 093	0
Total	219 093	0

Note 6. – Autres passifs

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	115 034	113 387
Créditeurs divers	63 941	1 278 756
Contentieux à payer sur fonds de garantie	148 839 601	130 526 915
Régions - Dotations à restituer sur fonds de garantie	809 919	398 488
Total	149 828 495	132 317 546

Note 7. – Comptes de régularisation - Passif

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'exploitation à payer	504 969	210 009
Commissions constatées d'avance :		
- sur fonds propres	1 514 796	1 001 202
- sur fonds de garantie	1 514 725	1 001 138
Commissions perçues d'avance	30 447 250	30 385 292
Autres créditeurs divers	2 999 173	1 048 033
Total	36 980 913	33 645 674

Note 8. – Evolution des fonds de garantie

8.1. – Situation comptable des fonds de garantie régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2023	Dotations 2024	Remboursements et redéploiements 2024	Résultats 2024
Midi-Pyrénées	9 402 420	0	0	197 125
Région Haut-Rhin	40 848	0	0	2 517
Région PACA	20 372 206	0	-2 964 226	-1 207 683
Auvergne	1 096 790	0	0	54 133
Pays de Loire	33 316 642	0	0	-914 848
Poitou-Charentes	1 905 938	0	0	30 231
Champagne-Ardenne	-1 675 756	0	2 680 000	65 698
Seine et Marne	276 401	0	0	5 184
Gironde fac33	53 960	0	0	7 210
Picardie	2 858 287	0	-403 416	103 226
Région Centre	3 811 144	0	0	-26 372
Centre-Val de Loire	4 577 676	0	0	-247 468
Lorraine	11 837 986	0	-2 680 000	600 704
Corse	9 380 238	0	-3 529 685	173 737
Alsace	1 245 635	0	0	34 413
Haute-Normandie	4 641 111	0	0	-9 026
Franche-Comté	3 772 966	0	0	77 481
Moselle	48 486	0	0	1 614
Ile-de-France	99 950 073	0	0	-12 882 530
Sarthe	10 818	0	-10 688	10
Aquitaine	2 445 868	0	0	45 933
Paris	5 381 468	0	0	112 664
Basse-Normandie	7 791 405	0	0	-174 833
Languedoc-Roussillon	1 467 429	0	0	-5 429
Région Bas-Rhin	1 597 573	0	0	32 927
Région Bretagne	19 254 606	0	0	-292 539
Bourgogne	2 396 061	0	0	-3 766
Nord-Pas-de-Calais	7 089 767	0	-834 059	-919 571
Rhône-Alpes	6 904 223	0	0	134 746
Limousin	3 231 895	0	0	143 806
Assurance des fds reg	58 429 454	180 357	0	1 561 990
Fip Franche-Comté	324 084	0	0	6 342
Rhône-Alpes FRERA	151 776	0	0	-2 226
Hauts-de-France	18 405 139	0	1 237 475	-953 964
Normandie	4 650 037	0	0	-350 009
Auvergne Rhône-Alpes	25 282 813	0	0	-1 773 887
Occitanie	14 895 227	0	0	-1 359 877
Bourgogne Franche-Comté	10 569 692	641 900	-1 504 996	-727 994
Grand Est	12 059 581	0	0	-230 325
Nouvelle Aquitaine	11 967 204	2 857 143	0	-829 418
Réunion	1 007 753	0	0	-30 963
Guadeloupe	10 162 259	0	0	-614 660
Total	432 389 183	3 679 400	-8 009 595	-20 165 697

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2024	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
Midi-Pyrénées	9 599 545	1 127 420	25 005	10 751 970
Région Haut-Rhin	43 365	63 375	-55	106 685
Région PACA	16 200 297	4 454 275	-29 565	20 625 007
Auvergne	1 150 923	644 117	-21 478	1 773 562
Pays de Loire	32 401 794	5 178 296	526 317	38 106 407
Poitou-Charentes	1 936 169	636 823	-21 215	2 551 777
Champagne-Ardenne	1 069 942	850 772	-28 001	1 892 713
Seine et Marne	281 585	7 382	18	288 985
Gironde fac33	61 170	47 422	-56	108 536
Picardie	2 558 097	740 314	-8 146	3 290 265
Région Centre	3 784 772	1 482 296	-51 711	5 215 357
Centre-Val de Loire	4 330 208	1 277 399	268 852	5 876 459
Lorraine	9 758 690	2 881 966	15 214	12 655 870
Corse	6 024 290	741 956	22 221	6 788 467
Alsace	1 280 048	720 973	-13 236	1 987 785
Haute-Normandie	4 632 085	793 047	-1 711	5 423 421
Franche-Comté	3 850 447	1 128 914	-10 064	4 969 297
Moselle	50 100	33 109	-249	82 960
Ile-de-France	87 067 543	67 458 172	7 900 228	162 425 943
Sarthe	140	0	-60	80
Aquitaine	2 491 801	379 123	391	2 871 315
Paris	5 494 132	614 076	5 632	6 113 840
Basse-Normandie	7 616 572	2 036 327	2 875	9 655 774
Languedoc-Roussillon	1 462 000	498 083	-3 492	1 956 591
Région Bas-Rhin	1 630 500	83 545	-133	1 713 912
Région Bretagne	18 962 067	4 659 401	412 820	24 034 288
Bourgogne	2 392 295	691 194	-14 898	3 068 591
Nord-Pas-de-Calais	5 336 137	5 367 351	-39 110	10 664 378
Rhône-Alpes	7 038 969	2 763 050	-111 936	9 690 083
Limousin	3 375 701	706 136	5 470	4 087 307
Assurance des fds reg	60 171 801	0	0	60 171 801
Fip Franche-Comté	330 426	0	-1 604	328 822
Rhône-Alpes FRERA	149 550	324 210	-3 331	470 429
Hauts-de-France	18 688 650	6 042 179	1 394 327	26 125 156
Normandie	4 300 028	1 999 240	299 387	6 598 655
Auvergne Rhône-Alpes	23 508 926	5 356 334	1 538 541	30 403 801
Occitanie	13 535 350	4 343 596	748 254	18 627 200
Bourgogne Franche-Comté	8 978 602	2 134 972	496 144	11 609 718
Grand Est	11 829 256	2 093 306	613 400	14 535 962
Nouvelle Aquitaine	13 994 929	4 234 942	1 343 550	19 573 421
Réunion	976 790	144 906	2 049	1 123 745
Guadeloupe	9 547 599	699 811	0	10 247 410
Total	407 893 291	135 439 810	15 260 644	558 593 745

8.2. – Résultat des fonds de garantie régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions précontentieuses	Frais de gestion FEDER	Résultats
Midi-Pyrénées	213 410	0	31 140	96 599	-134 233	-9 791	0	197 125
Région Haut-Rhin	2 945	0	0	23 539	-23 967	0	0	2 517
Région PACA	511 599	0	3 443	-1 700 192	-251 583	231 687	-2 637	-1 207 683
Auvergne	37 219	0	4 467	-260	0	12 707	0	54 133
Pays de Loire	524 216	0	260 261	-352 557	-647 847	-695 404	-3 517	-914 848
Poitou-Charentes	53 097	0	1 296	40 988	-62 763	-2 387	0	30 231
Champagne-Ardenne	39 986	0	2 180	72 686	-57 552	8 398	0	65 698
Seine et Marne	5 581	0	0	-397	0	0	0	5 184
Gironde fac33	2 330	0	0	4 880	0	0	0	7 210
Picardie	72 855	0	1 474	13 104	0	16 672	-879	103 226
Région Centre	116 616	0	10 786	405 932	-560 178	472	0	-26 372
Centre-Val de Loire	112 071	0	125 277	-141 422	-298 321	-45 073	0	-247 468
Lorraine	302 380	0	18 472	712 644	-501 249	68 457	0	600 704
Corse	144 508	0	11 794	56 361	-41 206	2 280	0	173 737
Alsace	41 653	0	2 363	-36 868	0	27 265	0	34 413
Haute-Normandie	103 493	0	5 453	57 509	-18 289	-157 192	0	-9 026
Franche-Comté	101 486	0	4 252	4 863	-26 491	-6 629	0	77 481
Moselle	1 761	0	7	-154	0	0	0	1 614
Ile-de-France	3 248 111	0	4 086 091	-5 931 280	-8 304 712	-5 980 740	0	-12 882 530
Sarthe	10	0	0	0	0	0	0	10
Aquitaine	57 261	0	2 793	27 222	-17 017	-24 326	0	45 933
Paris	120 290	0	174	-9 395	-3 601	5 196	0	112 664
Basse-Normandie	201 752	0	11 960	54 435	-174 380	-268 600	0	-174 833
Languedoc-Roussillon	40 845	0	2 470	303	-60 888	11 841	0	-5 429
Région Bas-Rhin	33 313	0	0	-386	0	0	0	32 927
Région Bretagne	483 354	0	284 257	253 933	-1 259 819	-54 264	0	-292 539
Bourgogne	65 501	0	2 521	149 368	-227 771	6 615	0	-3 766
Nord-Pas-de-Calais	237 235	0	3 049	-470 163	-110 058	-579 634	0	-919 571
Rhône-Alpes	208 076	0	17 772	229 636	-350 946	30 208	0	134 746
Limousin	83 008	0	3 846	116 898	-73 440	13 494	0	143 806
Assurance des fds reg	1 561 990	0	0	0	0	0	0	1 561 990
Fip Franche-Comté	6 342	0	0	0	0	0	0	6 342
Rhône-Alpes FRERA	13 428	0	370	99 707	-123 362	7 631	0	-2 226
Hauts-de-France	481 142	0	610 011	-353 312	-744 909	-946 896	0	-953 964
Normandie	133 975	0	172 834	-1 601	-588 040	-67 177	0	-350 009
Auvergne Rhône-Alpes	588 110	0	706 509	-117 209	-2 267 717	-683 580	0	-1 773 887
Occitanie	350 854	0	327 260	-1 287 225	-390 399	-360 367	0	-1 359 877
Bourgogne Franche-Comté	237 028	0	267 527	-579 505	-510 657	-139 750	-2 637	-727 994
Grand Est	275 582	0	228 621	-169 982	-447 761	-116 785	0	-230 325
Nouvelle Aquitaine	309 733	0	515 405	-1 585 320	-336 986	267 750	0	-829 418
Réunion	22 080	0	3 417	-19 054	0	-37 406	0	-30 963
Guadeloupe	90 367	0	0	0	0	-699 811	-5 216	-614 660
Total	11 236 593	0	7 729 552	-10 335 675	-18 616 142	-10 165 139	-14 886	-20 165 697

Note 9. – Evolution des Fonds Régionaux de Garantie Innovation

9.1. – Situation comptable des Fonds Régionaux de Garantie Innovation

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2023	Dotations 2024	Remboursements et redéploiements 2024	Reversement au fonds d'assurance	Résultats 2024	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2024	Contentieux et intérêts à payer	Actifs comptables des fonds de garantie
Limousin								
Subventions	27 201	0	0	0	1 001	28 202	0	28 202
PTZI	2 604 337	0	0	0	233 352	2 837 689	325 941	3 163 630
AR	288 891	0	0	0	178 805	467 696	166 426	634 122
Franche-Comté								
Subventions	589 032	0	0	0	41 927	630 959	0	630 959
PTZI	905 337	0	0	0	52 772	958 109	0	958 109
AR	930 360	0	0	0	-41 007	889 353	240 500	1 129 853
Franche-Comté fiso								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0

AR	59 143	0	0	0	2 175	61 318	0	61 318
Bourgogne - Franche Comté		0	0	0	0		0	
Subventions	8 083 657	0	0	0	-1 763 916	6 319 741	0	6 319 741
PTZI	3 076 848	0	0	0	-338 801	2 738 047	1 716 400	4 454 447
AR	1 617 772	0	0	0	-154 736	1 463 036	214 070	1 677 106
Bourgogne - LAB		0	0	0	0		0	
Subventions	7 084 624	0	0	0	-9 207	7 075 417	0	7 075 417
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Paris		0	0	0	0		0	
Subventions	796 878	0	0	0	-20 551	776 327	0	776 327
PTZI	694	0	0	0	26	720	0	720
AR	742 736	0	0	0	51 638	794 374	52 793	847 167
Pays de Loire		0	0	0	0		0	
Subventions	424 168	0	0	0	24 743	448 911	0	448 911
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté Doubs		0	0	0	0		0	
Subventions	102 969	0	0	0	2 800	105 769	0	105 769
AR	642	0	0	0	24	666	0	666
Franche-Comté CAGB		0	0	0	0		0	
Subventions	86 551	0	0	0	1 648	88 199	0	88 199
AR	107 383	0	0	0	-33 555	73 828	37 500	111 328
Franche-Comté Haute-Saône		0	0	0	0		0	
Subventions	23 998	0	0	0	883	24 881	0	24 881
AR	131 907	0	0	0	4 852	136 759	0	136 759
Franche-Comté Jura		0	0	0	0		0	
Subventions	34 040	0	0	0	1 252	35 292	0	35 292
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté Agglo de Montbéliard		0	0	0	0		0	
Subventions	-707	0	0	0	0	-707	0	-707
AR	9 172	0	0	0	337	9 509	0	9 509
Franche-Comté Belfort		0	0	0	0		0	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	88 166	0	0	0	4 028	92 194	0	92 194
Franche-Comté Agglo de Belfort		0	0	0	0		0	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	144 444	0	0	0	18 471	162 915	62 100	225 015
Ile de France		0	0	0	0		0	
Subventions	26 997 782	15 500 000	0	0	-17 104 986	25 392 796	0	25 392 796
AR	1 611 720	0	0	0	63 507	1 675 227	76 700	1 751 927
Nouvelle Calédonie		0	0	0	0		0	
Subventions	6 347	0	0	0	1 079	7 426	0	7 426
PTZI	90 718	0	0	0	3 262	93 980	0	93 980
AR	143 860	0	0	0	5 291	149 151	0	149 151
Bretagne		0	0	0	0		0	
Subventions	1 474 153	0	0	0	-466 808	1 007 345	0	1 007 345
AR	938 776	0	0	0	-12 191	926 585	0	926 585
Lorraine		0	0	0	0		0	
Subventions	85 864	0	0	0	3 158	89 022	0	89 022
PTZI	2 907 793	0	0	0	142 734	3 050 527	0	3 050 527
AR	2 598 310	0	0	0	208 992	2 807 302	20 716	2 828 018
Lorraine fiso		0	0	0	0		0	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	131	0	0	0	5	136	0	136
AR	131	0	0	0	5	136	0	136
Alsace		0	0	0	0		0	
Subventions	247 244	0	0	0	-29 374	217 870	0	217 870
PTZI	1 266 519	0	0	0	85 811	1 352 330	0	1 352 330
AR	2 647 252	0	0	0	202 418	2 849 670	288 187	3 137 857
Grand Est		0	0	0	0		0	
Subventions	760 619	0	0	0	-54 803	705 816	0	705 816
PTZI	4 194 629	0	0	0	-1 892 794	2 301 835	3 481 000	5 782 835
AR	3 220 345	0	0	0	-862 544	2 357 801	1 166 023	3 523 824
Haute-Normandie		0	0	0	0		0	
Subventions	-1 858	0	0	0	0	-1 858	0	-1 858
PTZI	136 473	0	0	0	46 692	183 165	0	183 165
AR	545 473	0	0	0	200 774	746 247	27 625	773 872
Languedoc-Roussillon		0	0	0	0		0	
Subventions	93 479	0	0	0	3 438	96 917	0	96 917
PTZI	6 898 522	0	0	0	292 191	7 190 713	244 200	7 434 913
AR	2 342 799	0	0	0	390 674	2 733 473	666 399	3 399 872
Languedoc-Roussillon fiso		0	0	0	0		0	

Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	126 896	0	0	0	4 606	131 502	0	131 502
AR	372 362	0	0	0	21 763	394 125	50 120	444 245
Champagne-Ardenne		0	0	0	0		0	
Subventions	-890	0	0	0	0	-890	0	-890
PTZI	134 000	0	0	0	43 886	177 886	1 678	179 564
AR	9 360	0	0	0	344	9 704	0	9 704
PACA		0	0	0	0		0	
Subventions	817 511	0	0	0	49 403	866 914	0	866 914
PTZI	133 697	0	0	0	4 918	138 615	0	138 615
AR	860 048	0	0	0	-198 354	661 694	916 652	1 578 346
PACA fiso		0	0	0	0		0	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	138 073	0	0	0	9 890	147 963	2 225	150 188
AR	231 603	0	0	0	12 138	243 741	49 000	292 741
Basse-Normandie		0	0	0	0		0	
Subventions	-185	0	0	0	0	-185	0	-185
PTZI	-2 345	0	0	0	7 077	4 732	55 900	60 632
AR	-26 466	0	0	0	0	-26 466	0	-26 466
Normandie		0	0	0	0		0	
Subventions	206 676	500 000	0	0	-345 093	361 583	0	361 583
PTZI	2 889 739	0	0	-25 000	77 805	2 942 544	2 053 457	4 996 001
AR	3 304 885	500 000	0	-12 500	-382 250	3 410 135	1 137 472	4 547 607
Martinique		0	0	0	0		0	
Subventions	277 581	0	0	0	-76 703	200 878	0	200 878
AR	730 193	0	0	0	14 523	744 716	0	744 716
AURA		0	0	0	0		0	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	5 839 836	0	0	0	-118 111	5 721 725	195 420	5 917 145
AR	1 429 270	0	0	0	52 572	1 481 842	0	1 481 842
ILES DE France - FRICES		0	0	0	0		0	
Subventions	412 852	0	0	0	15 186	428 038	0	428 038
AR	609 223	0	0	0	45 545	654 768	165 214	819 982
Total	105 661 243	16 500 000	0	-37 500	-21 275 363	100 848 380	13 413 718	114 262 098

9.2. – Résultat des Fonds Régionaux de Garantie Innovation

Fonds de garantie	Produits financiers et honoraires nets	Frais de gestion	Coûts de liquidité	Commissions de risques	Décassement des subventions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Résultats
Limousin								
Subventions	1 001	0	0	0	0	0	0	1 001
PTZI	114 387	0	-866	0	0	119 831	0	233 352
AR	22 530	0	-1 691	0	0	157 966	0	178 805
Franche-Comté	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	22 011	0	0	0	19 916	0	0	41 927
PTZI	33 974	0	-187	0	0	18 985	0	52 772
AR	40 089	0	-380	0	0	-80 716	0	-41 007
Franche-Comté fiso	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	2 175	0	0	0	0	0	0	2 175
Bourgogne - Franche Comté	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	262 609	-41 786	0	0	-1 984 739	0	0	-1 763 916
PTZI	168 831	11 820	-83 150	0	0	-436 302	0	-338 801
AR	64 072	-4 220	-518	0	0	-214 070	0	-154 736
Bourgogne - LAB	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	250 122	-16 020	0	0	-243 309	0	0	-9 207
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Paris	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	27 718	0	0	0	-48 391	122	0	-20 551
PTZI	26	0	0	0	0	0	0	26
AR	30 344	0	-203	0	0	21 497	0	51 638
Pays de Loire	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	15 743	0	0	0	1 800	7 200	0	24 743
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté Doubs	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions	3 784	0	0	0	-984	0	0	2 800
AR	24	0	0	0	0	0	0	24

Franche-Comté CAGB	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	3 179	0	0	0	-1 531	0	0	1 648
AR	3 950	0	-17	0	0	-37 488	0	-33 555
Franche-Comté Haute-Saône	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	883	0	0	0	0	0	0	883
AR	4 852	0	0	0	0	0	0	4 852
Franche-Comté Jura	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	1 252	0	0	0	0	0	0	1 252
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté Agglo de Montbéliard	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	337	0	0	0	0	0	0	337
Franche-Comté Belfort	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	4 028	0	0	0	0	0	0	4 028
Franche-Comté Agglo de Belfort	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	8 742	0	-171	0	0	9 900	0	18 471
Ile de France	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	904 623	-778 779	0	0	-17 233 446	2 616	0	-17 104 986
AR	62 128	2 728	-1 349	0	0	0	0	63 507
Nouvelle Calédonie	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	249	830	0	0	0	0	0	1 079
PTZI	3 335	0	-73	0	0	0	0	3 262
AR	5 291	0	0	0	0	0	0	5 291
Bretagne	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	11 764	-26 520	0	0	-452 052	0	0	-466 808
AR	15 753	-5 070	-1 474	0	0	-21 400	0	-12 191
Lorraine	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	3 158	0	0	0	0	0	0	3 158
PTZI	119 069	0	-1 181	0	0	24 846	0	142 734
AR	105 923	0	-1 230	0	0	104 299	0	208 992
Lorraine fiso	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	5	0	0	0	0	0	0	5
AR	5	0	0	0	0	0	0	5
Alsace	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	7 826	0	0	0	-37 200	0	0	-29 374
PTZI	47 973	0	-127	0	0	37 965	0	85 811
AR	120 135	0	-2 311	0	0	84 594	0	202 418
Grand Est	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	26 603	-3 000	0	0	-78 406	0	0	-54 803
PTZI	216 027	0	-68 342	0	0	-2 040 479	0	-1 892 794
AR	161 288	-14 280	-2 045	0	0	-1 007 507	0	-862 544
Haute-Normandie	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	6 499	0	-57	0	0	40 250	0	46 692
AR	27 457	0	-446	0	0	173 763	0	200 774
Languedoc-Roussillon	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	3 438	0	0	0	0	0	0	3 438
PTZI	268 501	0	-1 817	0	0	25 507	0	292 191
AR	122 892	0	-2 041	0	0	269 823	0	390 674
Languedoc-Roussillon fiso	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	4 666	0	-60	0	0	0	0	4 606
AR	16 752	0	-236	0	0	5 247	0	21 763
Champagne-Ardenne	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	6 370	0	-95	0	0	37 611	0	43 886
AR	344	0	0	0	0	0	0	344
PACA	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	31 903	0	0	0	17 500	0	0	49 403
PTZI	4 918	0	0	0	0	0	0	4 918
AR	56 024	0	-1 628	0	0	-252 750	0	-198 354
PACA fiso	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	7 132	0	-38	0	0	2 796	0	9 890
AR	10 354	1 878	-94	0	0	0	0	12 138
Basse-Normandie	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	2 156	0	-279	0	0	5 200	0	7 077
AR	0	0	0	0	0	0	0	0

Normandie	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	8 742	-9 450	0	0	-344 385	0	0	-345 093
PTZI	158 889	-5 700	-38 067	0	0	-37 317	0	77 805
AR	170 643	-17 100	-14 923	0	0	-520 870	0	-382 250
MARTINIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	2 561	-5 696	0	0	-73 568	0	0	-76 703
AR	12 695	2 332	-540	0	0	36	0	14 523
AURA	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	172 305	-46 164	-87 400	0	0	-156 852	0	-118 111
AR	52 572	0	0	0	0	0	0	52 572
ILES DE France - FRICES	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions	15 186	0	0	0	0	0	0	15 186
AR	29 090	0	0	0	0	16 455	0	45 545
Total	4 089 907	-954 197	-313 036	0	-20 458 795	-3 639 242	0	-21 275 363

Note 10. – Capitaux propres

(En euros.)	31/12/2023	Affectation du résultat 2023	Autres mouvements	31/12/2024
Capital (*)	4 800 000	0	0	4 800 000
Primes d'émission	612 417	0	0	612 417
Réserve légale	480 000	0	0	480 000
Autres réserves	34 320 000	5 560 000	0	39 880 000
Report à nouveau	7 442	3 798	0	11 240
Résultat de l'exercice	5 563 798	-5 563 798	6 773 755	6 773 755
Total	45 783 657	0	6 773 755	52 557 412

(*) Le capital social est composé de 240 000 actions d'une valeur nominale de 20 euros

La répartition du capital est la suivante :

	31/12/2024
Bpifrance	99,99 %
Autres actionnaires	0,01 %

Note 11. – Engagements hors bilan des fonds de garantie

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Midi-Pyrénées	2 942 149	3 995 727
Région Haut-Rhin	0	0
Région PACA	45 069 344	61 043 113
Auvergne	187 629	334 640
Pays de Loire	41 188 282	44 575 112
Poitou-Charentes	67 550	200 083
Champagne-Ardenne	79 540	212 574
Seine et Marne	0	0
Gironde fac33	0	0
Picardie	6 208 343	7 562 100
Région Centre	544 235	912 873
Centre-Val de Loire	12 367 521	12 508 004
Lorraine	1 704 247	2 282 095
Corse	1 474 730	2 480 557
Alsace	83 982	402 903
Haute-Normandie	5 941 221	8 017 296
Franche-Comté	312 981	706 710
Moselle	819	1 637

Ile-de-France	522 026 375	535 831 015
Sarthe	0	0
Aquitaine	297 188	443 466
Paris	59 203	104 624
Basse-Normandie	10 182 929	13 456 947
Languedoc-Roussillon	120 453	258 866
Région Bas-Rhin	0	0
Région Bretagne	24 812 742	27 181 486
Bourgogne	142 158	464 275
Nord-Pas-de-Calais	12 575 004	18 091 609
Rhône-Alpes	258 276	915 205
Limousin	311 101	406 553
Fip Franche-Comté	0	0
Fip Poitou-Charentes	0	0
Rhône-Alpes FRERA	1 749	7 815
Hauts-de-France	78 702 535	77 696 957
Normandie	17 910 878	18 155 862
Auvergne Rhône-Alpes	59 848 486	59 118 908
Occitanie	36 556 860	39 104 538
Bourgogne Franche-Comté	34 386 559	34 967 170
Grand Est	23 486 296	22 645 265
Nouvelle Aquitaine	77 415 108	72 115 958
Réunion	967 458	1 313 331
Guadeloupe	3 983 694	7 949 698
Autres Fonds	42 875	42 875
Engagements des fonds de garantie	1 022 260 500	1 075 507 847
Engagements douteux des fonds de garantie	185 766 344	157 168 992
Total engagements des fonds de garantie	1 208 026 844	1 232 676 839
Fonds Régionaux de l'Innovation-FRGI	37 192 632	49 809 337
Engagements douteux des fonds de garantie de l'innovation	13 414 860	15 602 191
Total engagements des fonds de garantie de l'innovation	50 607 492	65 411 528
Total général engagements des fonds de garantie (1) et (2)	1 258 634 336	1 298 088 367

(1) Dont 287 480 451 euros d'engagements donnés à Bpifrance.

(2) Dont 38 939 498 euros d'engagements donnés aux FCT Bpifrance (SME_2019 - 1 & SME_2020)

Le montant des engagements donnés figurant au hors-bilan représente le montant cumulé des risques pris par Bpifrance Régions au 31 décembre 2024. La part des engagements autorisés non utilisés qui correspond aux encours non mis en place par les partenaires bancaires s'élève à 87 millions d'euros.

Ventilation des engagements hors bilan au 31 décembre 2024

Par grands types de contrepartie

(En euros.)	Sociétés	Entrepreneurs individuels	Administrations	Particuliers	Autres	Total
Engagement de garantie	1 059 410 257	0	42 875	0	0	1 059 453 132
Engagement de garantie douteux compromis	199 181 204	0	0	0	0	199 181 204

Par secteurs d'activité économique

(En euros.)	Industrie	Commerce	Services	Tourisme	BTP	Total
Engagement de garantie	120 186 920	112 859 538	648 211 958	155 873 013	22 321 703	1 059 453 132
Engagement de garantie douteux compromis	37 317 825	32 688 536	95 161 031	25 306 371	8 707 441	199 181 204

Note 12. – Intérêts et produits assimilés

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	3 008 722	3 124 858
Opérations avec la clientèle (commissions de garantie)	7 820 752	8 553 053
Opérations sur titres	475 796	132 139
Total	11 305 270	11 810 050

Note 13. – Charges générales d'exploitation

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Convention de prestations de services avec Bpifrance	-2 436 054	-2 302 477
Autres frais administratifs	-194 306	-221 272
Total	-2 630 360	-2 523 749

Note 14. – Situation fiscale

La comptabilisation de l'impôt sur les sociétés s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal de l'exercice 2024 (provisoire) au taux de droit commun est bénéficiaire de 7 496 812 €, compte tenu des principales réintégrations ou déductions nettes suivantes :

(En euros.)	
Résultat comptable avant impôt de l'exercice	8 684 111
Moins-values latentes sur titres	-1 217 159
Taxes et contributions diverses non déductibles	29 860
Résultat fiscal	7 496 812

Le résultat fiscal au taux de droit commun, soit 25,83 %, génère une charge d'impôt de 1 910 873 € après imputation des crédits d'impôts.

Aucune charge d'impôt n'est constatée pour le résultat fiscal au taux réduit de 15 %.

Note 15. – Rémunérations allouées aux organes de direction et d'administration

Au titre de leurs mandats exercés au sein de Bpifrance Régions, les mandataires sociaux n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice.

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

Note 16. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance Régions (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la société.

(En euros.)	31/12/2024						
	Actif			Passif			Hors bilan
	Créances	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Lorraine Forêt Bois		2 290 826	2 290 826	26 953	2 263 873	2 290 826	25 210
Pyrénées Atlantiques		293 711	293 711	261 448	32 263	293 711	261 449
Midi Pyrénées - Tempête Bois		2 507	2 507		2 507	2 507	
PACA		132 617	132 617		132 617	132 617	
Lorraine Garantie - Immo	7 996	601 229	609 225		609 225	609 225	
Lorraine Garantie - Relais Loyers		109 298	109 298		109 298	109 298	
Total	7 996	3 430 188	3 438 184	288 401	3 149 783	3 438 184	286 659

(En euros.)	31/12/2023						
	Actif			Passif			Hors bilan
	Créances	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Lorraine Forêt Bois		2 227 641	2 227 641	26 953	2 200 687	2 227 640	25 210
Pyrénées Atlantiques		285 610	285 610	261 449	24 162	285 611	261 449
Midi Pyrénées - Tempête Bois		65 767	65 767		65 767	65 767	
PACA		127 761	127 761		127 761	127 761	
Lorraine Garantie - Immo	7 996	585 169	593 165		593 165	593 165	
Lorraine Garantie - Relais Loyers		106 378	106 378		106 378	106 378	
Total	7 996	3 398 326	3 406 322	288 402	3 117 920	3 406 322	286 659

Note 17. – Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

Note 18. – Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Bpifrance

27-31 Avenue du général Leclerc

94710 Maisons-Alfort Cedex

320 252 489 RCS Créteil

Les états financiers consolidés de la société visée ci-dessus sont disponibles sur le site : www.bpifrance.fr

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2024 de la Manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à répartir	6 773 754,72 €
Report à nouveau	11 240,47 €
Dotation à la réserve légale	0,00 €
Soit un solde distribuable de	6 784 995,19 €
Dotation aux autres réserves	6 770 000,00 €
Distribution d'un dividende	0,00 €
Report à nouveau après affectation du résultat	14 995,19 €

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bpifrance Régions S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

Les « règles de présentation et d'évaluation » présentées en annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux fonds de garantie gérés par votre société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables**Provisionnement du risque de crédit :**

Votre société constitue des provisions en déduction des ressources accordées par les régions telles que figurant au passif du bilan pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités de garantie et d'aide à l'innovation, tel que décrit dans les paragraphes « Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors bilan donnés » et « Méthode d'actualisation du provisionnement du risque de crédit avéré ». Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques venant en diminution des ressources accordées par les régions.

Valorisation des titres :

Votre société détient des positions sur titres. Le paragraphe « Principes comptables retenus pour l'évaluation des titres » expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies en annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Courbevoie, le 5 mai 2025

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

Forvis Mazars S.A.
Matthew Brown
Associé

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au greffe du Tribunal de Commerce de Créteil